

daignera-t-il se prononcer dès aujourd'hui contre toute forme de libre-échange avec le Mexique?

Le très honorable Joe Clark (secrétaire d'État aux Affaires extérieures): Monsieur le Président, j'ai deux choses à dire. La première, c'est que nous ne négocions pas d'accord de libre-échange avec le Mexique ni d'accord tripartite de libre-échange en Amérique du Nord. Ce n'est pas ce que nous faisons. Nous tentons de recueillir de l'information sur les discussions qui pourraient avoir lieu, pour en venir éventuellement à adopter une position.

Comme je l'ai déjà dit à la Chambre à plusieurs reprises, il sera possible de discuter de cette question au comité permanent. Il y aura consultation avec les provinces, l'industrie et les syndicats, si le député estime que c'est utile, avant que toute décision soit prise.

L'autre point qu'il est très important de mentionner, c'est que le Nouveau Parti démocratique se fait un honneur d'avoir une vision globale des événements dans le monde. Il nous encourage à contribuer au développement du tiers monde. Le député ménage pourtant les sentiments anti-mexicains, ici, à la Chambre des communes. C'est honteux.

M. Nelson A. Riis (Kamloops): Monsieur le Président, j'ai une question supplémentaire à poser au vice-premier ministre au sujet de l'Accord de libre-échange. Il se souviendra que, pendant les négociations, la possibilité de ventes massives d'eau aux États-Unis a suscité beaucoup d'inquiétude.

Il y a quelques mois seulement, le ministre du Commerce extérieur a déclaré à Montréal que l'Accord de libre-échange éliminait les droits de douane sur les exportations d'eau en bouteilles et il a ensuite parlé longuement de l'eau Perrier et de l'eau gazeuse, etc.

Le vice-premier ministre a sans doute lu dans les journaux d'aujourd'hui que trois entreprises canadiennes veulent vendre des quantités massives d'eau à la ville de Santa Barbara, en Californie.

Le vice-premier ministre ne craint-il pas que, en l'absence d'une politique nationale sur l'eau, qui se fait attendre depuis des mois, ces ventes constitueront un précédent? Le gouvernement du Canada est-il en faveur de la vente massive d'eau aux États-Unis?

Questions orales

Le très hon. Joe Clark (secrétaire d'État aux Affaires extérieures): Monsieur le Président, le député me déçoit un peu. En effet, la nouvelle qu'il soulève n'a pas paru dans les journaux d'aujourd'hui, mais dans ceux d'il y a trois ou quatre jours. Il a donc beaucoup de retard, lui qui se fonde habituellement sur les journaux pour critiquer le gouvernement.

Quant au problème qu'il soulève, le député sait que toute proposition d'exportation d'eau doit être conforme à la politique fédérale sur l'eau douce, qui a été établie en 1987. Cette politique énonce clairement l'opposition du gouvernement aux exportations massives d'eau par échanges entre bassins.

* * *

[Français]

LES FINANCES

M. Douglas Young (Gloucester): Monsieur le Président, ma question s'adresse au ministre des Finances.

Le taux d'intérêt bancaire au Canada a encore grimpé aujourd'hui. La semaine passée, le ministre des Finances disait aux Canadiens que si l'impasse du lac Meech n'était pas résolue, les taux d'intérêt allaient demeurer très élevés. Cette semaine, le gouverneur de la Banque du Canada nous dit cependant que même si l'Accord du lac Meech est ratifié, il n'y aura pas de diminution des taux d'intérêt.

J'aimerais demander ceci au ministre des Finances: Est-ce qu'on peut prendre la parole de ce ministre lorsqu'il a témoigné devant le Comité permanent des finances qu'en effet, si l'Accord du lac Meech est ratifié, les Canadiens verront finalement une diminution des taux d'intérêt au pays?

L'hon. Gilles Loiselle (ministre d'État (Finances)): Monsieur le Président, je remercie le député de Gloucester de sa question. C'est effectivement une chose importante. Notre politique monétaire vise précisément à créer le meilleur environnement possible pour permettre aux taux d'intérêt de descendre et de demeurer à la baisse.

Il est évident que dans un marché où les capitaux peuvent aller où ils veulent, tout élément d'instabilité amène les investisseurs à se poser des questions. Il ne faudrait pas non plus exagérer tel ou tel facteur. Mais à l'heure actuelle, la raison principale pour laquelle les taux d'intérêt continuent d'être aussi élevés, c'est précisément les pressions inflationnistes qui continuent de s'exercer.

J'aimerais cependant dire au député de Gloucester que nous avons des indications que l'inflation commence à se